



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/TRANS/146  
9 mai 1979

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Conférence des ministres des transports,  
des communications et de la planification  
Addis Abéba, 9 au 12 mai 1979

RAPPORT DE LA REUNION DES EXPERTS



## Introduction

1. La réunion des experts de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification en vue de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique s'est tenue à Addis-Abéba (Ethiopie), du 2 au 8 mai 1979, à l'invitation de la CEA afin d'examiner les travaux réalisés par le Comité de coordination inter-institutions qui seront ensuite soumis à la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, prévue du 9 au 12 mai 1979.

## Participation

2. Ont assisté à la réunion des représentants des pays suivants : Algérie, Angola, Burundi, Cap Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Empire Centrafricain, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissao, Guinée, Haute-Volta, Niger, Nigeria, République Unie du Camerou, République Unie de Tanzanie, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Liberia, Malawi, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, également présents les observateurs des organisations internationales et intergouvernementales suivants : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) Organisation intergouvernementale consultative de la navigation (OMCI) Union postale universelle (UPU), Union internationale des télécommunications (UIT), Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), Organisation de l'Unité africaine (OUA), Union africaine des postes et télécommunications (UPAT), Union africaine des chemins de fer (UAC) et Union panafricaine des télécommunications (UPAT).

## Ouverture de la réunion

3. De brefs discours d'ouverture ont été prononcé par Son Excellence M. Yusuf Ahmed, Ministre des transports et des communications du Gouvernement militaire administratif provisoire de l'Ethiopie socialiste, M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA et Dr. S. Nsanzimana, Secrétaire général administratif assistant de l'OUA.



4. Dans son allocution, le Ministre des transports et des communications de l'Ethiopie socialiste a souhaité la bienvenue à tous les délégués au nom du peuple et du gouvernement éthiopiens. Il a rappelé brièvement l'origine de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique à partir des résolutions historiques adoptées lors de la conférence des ministres de Kinshasa en 1977, de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil des ministres de l'OUA ainsi que les efforts déployés par la CEA en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales afin d'effectuer les tâches fondamentales qui ont permis la tenue de cette réunion.

5. Le Ministre a souligné le rôle primordial et la tâche importante de cette réunion qui consistent, à son avis, à examiner les rapports d'une manière critique, à avoir des discussions prudentes et à parvenir à un accord sur les politiques et les aspects techniques ainsi qu'à soumettre à la Conférence des ministres un projet de proposition équilibré et rationnel qui permettrait aux ministres de prendre des décisions bien fondées. Il a rappelé aux délégués les implications considérables que leurs délibérations auraient pour les phases préparatoire et exécutoire des programmes de la Décennie et pour le développement futur des transports et des communications en Afrique.

6. Il a déclaré que la tâche la plus importante pour les délégués était de définir des stratégies, de fixer des objectifs et d'élaborer des programmes d'action en vue de développement et de l'amélioration des transports et des communications en Afrique. Les délégués devaient examiner les possibilités offertes par les nouveaux besoins de la demande, les nouvelles structures des échanges et de la distribution, les nouvelles techniques etc... et ils devaient être guidés au cours de ces délibérations par leurs connaissances spécialisées des caractéristiques techniques et économiques des secteurs et l'accent sur la nécessité d'examiner les priorités à court terme et à long terme de la Décennie, et de présenter des propositions équilibrés, systématiques, objectives et pratiques à la Conférence des ministres.

7. Le Ministre a estimé que la réunion des experts ne constituait que le commencement de cette tâche primordiale et qu'elle devait être suivie par des mesures positives adoptées par tous les pays africains, et il a prié instamment les délégués de persuader leurs Gouvernements respectifs d'apporter leur plein appui aux programmes de la Décennie à tous les niveaux. Il a conclu en mettant l'accent sur l'importance d'une bonne planification de la coordination et de la coopération régionales en vue de la mise en oeuvre des programmes au cours de la Décennie.



8. En faisant quelques observations, le Secrétaire exécutif s'est également joint au Ministre des transports et des communications de l'Ethiopie socialiste afin de souhaiter la bienvenue aux délégués et il a rappelé que la Décennie avait pour origine le nouvel ordre économique international dans lequel les pays africains avaient un rôle important à jouer ainsi que le dialogue Nord-Sud qui avait donné naissance à l'adoption de la Décennie par l'intermédiaire de la résolution 32/160 de l'Assemblée générale. Il a fait observer que la Décennie revêtait un caractère unique dans l'histoire des Nations Unies en ce sens qu'elle s'appliquait à une région plutôt qu'à une cause et qu'elle impliquait la participation de l'ensemble de la communauté internationale. Il a ensuite décrit les travaux effectués par la CEA et d'autres organismes avec la collaboration de l'OUA et il a remercié le PNUD pour avoir fourni les ressources nécessaires à l'exécution de ces travaux et les Etats membres pour leur coopération en ce qui concerne les travaux préparatoires.

9. Le Secrétaire exécutif a informé les délégués que de nombreuses questions avaient déjà été examinées par les consultants, les groupes de travail d'experts et le Comité de coordination inter-institutions, ce qui faciliterait la tâche de la présente réunion. Il a confié aux délégués la tâche d'examiner la stratégie globale et de la modifier si nécessaire, en adoptant un plan d'action et en envisageant un mécanisme en vue de la réalisation et de la surveillance des progrès au cours de la Décennie, et il a mis l'accent sur le fait que le succès de la Décennie dépendait de la participation vigoureuse des Etats membres.

10. Le Secrétaire exécutif a fait observer que, bien que l'état médiocre de nos réseaux de transports et de communications soient un héritage de l'époque coloniale, plusieurs décennies se sont déjà écoulées depuis cette époque et rien ne semblait s'être amélioré et que d'ailleurs, selon lui, rien ne pourrait changer si l'on n'utilisait pas une approche collective déterminée afin de trouver une solution.

11. A son avis, les transports et les communications constituaient les problèmes les plus graves auxquels était confronté l'Afrique et dont dépendait le succès de tous les autres programmes ambitieux de coopération économique ainsi que la création d'un marché commun africain, et il espérait que l'on profiterait des programmes de la Décennie afin d'améliorer les chances de succès des autres programmes et du développement économique de l'Afrique en général. Selon lui, le défi qu'il fallait relever était que la volonté de résoudre ces problèmes devait venir de l'Afrique elle-même, et il espérait que les délégués établiraient des fondations solides en vue de ces solutions.



12. En conclusion, il a exprimé l'espoir qu'en 1988, l'état médiocre des transports et des communications en Afrique serait devenu un sujet de lecture pour les historiens et il s'est demandé comment l'Afrique avait pu tolérer pendant si longtemps une telle situation.

13. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire général administratif assistant de l'OUA a souhaité la bienvenue aux délégués au nom du Secrétaire général administratif qui s'était absenté d'Addis Abéba et il a déclaré que l'importance de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ne pouvait pas être exagérée étant donné le stade qui avait été atteint en ce qui concerne le développement d'une infrastructure moderne en Afrique et le fait que ce développement devait en tout premier lieu dépendre de notre propre capacité.

14. Bien que l'on ait reconnu certains programmes ayant une importance régionale tels que le programme PANAFTEL et le programme des routes transafricaines, il reste encore beaucoup à faire dans le secteur des transports et des communications a-t-il déclaré.

15 Il a imploré les délégués d'examiner complètement et objectivement les différents documents qui leur avaient été soumis et de proposer une stratégie globale et un programme à la Conférence des ministres. Ils auraient ainsi apporté une contribution substantielle à la solution des maux sociaux et économiques auxquels l'Afrique est confrontée, a-t-il déclaré en conclusion.

#### Election du Bureau

16. Les représentants suivants ont été élus comme membres du Bureau : Mr. Asseged Wolde Amanuel, Chef, Département des transports, Ministère des transports et des communications de l'Ethiopie socialiste, comme Président, Mr. Amadou Ndam, Directeur des transports, Ministère des transports de la République Unie du Cameroun, comme premier Vice-Président, Mr. Mohamed Benammour, de l'Algérie, comme deuxième Vice-Président, Mr. Mahmoudou Samoura, Directeur des télécommunications du Sénégal, comme Rapporteur.



### Adoption de l'ordre du jour

17. L'ordre du jour suivant a été adopté pour la réunion :

1. Ouverture de la réunion par le Ministre des transports et des communications de l'Ethiopie socialiste
2. Déclarations de la CEA et de l'OUA
3. Election du Bureau
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Présentation du rapport de la réunion inter-institutions par la CEA et débat général
6. Réunions du groupe d'experts et du comité des experts
7. Réunion plénière du groupe et du comité des experts et examen final du rapport principal
8. Réunion plénière afin d'adopter le rapport final
9. Date et lieu de la conférence d'annonces de contributions pour le programme de la Décennie
10. Questions diverses
11. Clôture

### Organisation des travaux

18. La proposition du secrétariat selon laquelle il ne devrait y avoir que deux comités principaux (un pour les transports et l'autre pour les communications) ainsi qu'un comité de rédaction composé des Bureaux de la séance plénière et des deux comités principaux a été acceptée à l'unanimité. La création de sous comités éventuels devrait être décidée par chaque comité principal.

### Présentation du rapport de la Réunion inter-institutions par la CEA

19. Le Chef de la division des transports, des communications et du tourisme de la CEA, Mr. Tchouta Moussa, a présenté le document de base intitulé "Stratégie globale pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988)" (document E/CN.14/710/Add. 1, E/CN.14/ECO/138/Rev. L, E/CN.14/TRANS/136/Rev. 1) et le président a donné la parole aux délégués pour un débat général.

20. Le représentant de la Zambie a fait les observations suivantes :

- (a) Les Etats membres devraient être informés du calendrier et du coût des projets afin de leur permettre d'harmoniser leurs plans de développement nationaux avec le programme de la Décennie de manière à éviter tout conflit ;



(b) Les projets nationaux devraient être souples et faire l'objet d'examens permanents étant donné que leurs coûts peuvent avoir été surévalués et

(c) Etant donné que certains pays n'ont pas présenté de projets dans le cadre du programme de la Décennie, ils devraient avoir l'occasion de le faire.

21. Le représentant de la Tanzanie a appuyé l'observation figurant ci-dessus et il a ajouté que les programmes de la Décennie devraient être souples et que les documents examinés devraient être considérés comme des documents de travail pouvant faire l'objet de modifications et d'amendements plutôt que comme des documents définitifs.

22. Le représentant du Sénégal a fait observer que a) les techniques des transports routiers n'avaient pas reçu une attention suffisante dans le document et il a indiqué qu'il serait approprié de créer un centre de technologie des transports routiers en Afrique afin de développer les techniques des transports routiers, et b) les transports urbains avaient été complètement négligés, bien que tous les grands centres urbains en Afrique soient confrontés à d'énormes problèmes de transport urbains.

23. Le représentant de la Gambie a fait allusion à la complexité et aux difficultés des problèmes africains et il a souligné l'existence d'une Union des télécommunications du Commonwealth pour les pays africains anglophones et de l'UAPT pour les pays francophones, et il a exprimé le souhait que l'on mette fin à cette dichotomie dans le cadre de la Décennie.

24. Le représentant de la République Unie du Cameroun a suggéré que les pays qui n'avaient pas reçu la visite des missions précédentes reçoivent la visite d'une nouvelle mission afin de remplir les lacunes existant dans le rapport. Tout en étant satisfait en général de la qualité du travail réalisé en ce qui concerne les routes transafricaines, il a estimé que l'on n'avait pas accordé d'attention aux routes de desserte, aux voies d'accès vers les pays enclavés et vers les zones de production potentielles.

25. Le délégué du Sénégal fit observer qu'une attention insuffisante avait été accordée au code de conduite dans le sous-secteur du transport maritime, tel qu'il est proposé par la CNUCED. Bien que la stratégie globale ne soulève pas d'objection sérieuse, il pense que le document sectoriel devrait être analysé soigneusement pour s'assurer que les objectifs sectoriels et la stratégie soit coordonnés comme il convient.



26. Le délégué de la République Unie du Cameroun a donné son appui à la déclaration précédente et a suggéré que la session plénière devrait étudier soigneusement le document sur la stratégie, étant donné qu'il recouvrira plusieurs objectifs sectoriels. Il appartiendra aux comités, pris individuellement de définir l'orientation de la Décennie par secteur et de déterminer si les programmes et les méthodes d'exécution sont ceux que les pays membres souhaitent adopter.

27. Le délégué d'Egypte déclare qu'il aimerait voir inclure, dans le document relatif à la stratégie, une déclaration sur les sources et les moyens de financement. Plusieurs autres délégués firent également les déclarations au sujet des sources de financement, de l'ampleur des financements et des engagements de financement. Le secrétariat et le PNUD expliquèrent que, bien que le financement soit un aspect important des programmes de la Décennie, cette question viendrait nécessairement après la sélection des projets prioritaires faite par la réunion actuelle et après le calcul des ressources rendues disponibles par la conférence des engagements de financement, avant que l'on puisse calculer la différence à combler.

28. Le représentant de l'UNESCO mit en garde la réunion de ne pas perdre de vue les objectifs régionaux de la Décennie, et dit que, même si les projets régionaux sont difficiles à analyser et à financer, leurs avantages et leurs objectifs correspondaient mieux aux impératifs de la Décennie. En outre, les besoins nationaux sont non seulement nombreux, mais aussi difficiles à satisfaire, aussi au moment d'établir les priorités conviendrait-il de considérer d'abord les projets régionaux, puis sous-régionaux puis nationaux dans cet ordre.

29. Au cours de la discussion sur les critères à adopter pour choisir les projets, le secrétariat déclara que, bien qu'il n'y ait pas de règle immuable, et rapide, il faudrait accorder une attention adéquate aux projets régionaux, sous régionaux et nationaux, au mode de transport ou au sous-secteur en question et aux objectifs globaux. En vue d'augmenter les chances d'obtenir des crédits de la part des donateurs, il est nécessaire que les pays membres arrivent à se mettre d'accord entre eux.

30. Le représentant de l'OACI avertit la réunion que l'attribution de priorités ne saurait être discutée indépendamment des réalités auxquelles l'Afrique est confrontée et il suggéra l'exigence de l'OACI, de l'AFRAA et de la CAFAC à la Conférence des donateurs pour l'aviation civile à Genève l'an dernier.

31. Le représentant de l'UFAT informa la réunion que son organisation est membre du Comité de coordination de PANAFTEL et qu'elle devrait donc figurer dans le paragraphe 136 (texte anglais) du document sur la stratégie.



32. A la reprise de la réunion plénière le Président a informé les représentants que les deux comités venaient d'achever leurs travaux et que leurs rapports seraient présentés dans l'ordre suivant :

- a) Le rapport général serait présenté par le président de chaque comité;
- b) Les rapports sectoriels seraient présentés par le rapporteur de chaque comité.

33. Après avoir indiqué dans quel ordre les rapports des comités serait présentés le Président a souligné qu'en dépit de débats difficiles et était parvenu à un consensus général chaque comité avait travaillé dans une atmosphère amicale et courtoise.

34. Il a ensuite invité les présidents des comités à faire un compte-rendu général des débats qui s'étaient déroulés au sein de leur comité respectif.

35. Le Président du Comité des transports, le représentant de la Côte d'Ivoire, s'est déclaré satisfait des travaux effectués par son comité et a énuméré les diverses questions examinées au cours des débats. Les sept principaux documents suivants avaient été analysés et modifiés par le comité :

- a) Rapport sur les transports maritimes;
- b) Rapport sur les ports;
- c) Rapport sur les transports et le frêt aériens;
- d) Rapport sur les chemins de fer;
- e) Rapport sur les routes et la gestion des transports routiers;
- f) Rapport sur les transports multi-modaux;
- g) Rapport sur les transports fluviaux.

36. Il a souligné qu'on avait dûment pris en considération les projets nationaux on avait toutefois accordé la priorité aux projets régionaux et sous-régionaux conformément aux directives et aux critères relatifs au choix des projets énoncés dans la stratégie globale pour la Décennie.

37. La parole a ensuite été donnée au Président du comité des communications qui a rendu compte des débats qui s'étaient déroulés au sein de son comité et s'est déclaré satisfait de la collaboration que lui avaient apportée les membres de son comité et de la grande compréhension dont ils avaient fait preuve.

38. En ce qui concerne la présentation du rapport du comité, il a déclaré que les projets présentés par ledit comité entraient dans les deux catégories suivantes :



- a) projets prioritaires
- b) projets supplémentaires

S'il est vrai que les débats avaient été difficiles le Comité était néanmoins parvenu à un consensus général. Le Rapporteur a ensuite pris la parole pour faire un compte rendu détaillé des travaux du Comité.

39. Le Comité avait examiné les rapports suivants :

- a) Rapport sur les communications par satellite
- b) Rapport sur les télécommunications
- c) Rapport sur les radiocommunications
- d) Rapport sur les services postaux
- e) Rapport sur la main-d'oeuvre et la formation dans le domaine des télécommunications.

40. L'importance des communications en Afrique avait été clairement reconnue et soulignée par les représentants qui avaient remercié la CTA et les institutions spécialisées de la qualité des documents présentés à la réunion.

41. Le Comité avait également reconnu l'importance vitale du réseau PANAFTEL.

42. En ce qui concerne le rapport sur les télécommunications et plus précisément les itinéraires PANAFTEL énumérés en annexe. Le Comité avait proposé que l'on procède à une réévaluation des coûts estimatifs jugés trop bas. Le Comité avait également recommandé la location de circuits.

43. Le Comité avait également adopté le rapport sur la radio et la télévision (radiocommunications) après l'avoir complété les projets présentés par les représentants. Au total 27 nouveaux projets (ou projets supplémentaires) avaient été incorporés dans le rapport. Dans le rapport sur les services postaux, l'UPU avait accordé la priorité à ses propres projets et les représentants avaient été invités à soumettre la fiche technique de chacun de leurs projets au représentant de l'UPU.

44. En ce qui concerne le rapport sur la formation de la main-d'oeuvre on avait recommandé de créer dans chaque Etat membre des centres où serait dispensée une formation de base. On avait également suggéré de créer des centres régionaux de formation supérieure non seulement dans le domaine de communications mais également dans celui des services postaux. On avait par ailleurs recommandé de procéder à des échanges de personnel avec l'assistance des organisations internationales spécialisées. Les projets avaient été classés comme suit :



- a) Projets de priorité I (P.I)
- b) Projets de priorité II (P.II)
- c) Projets destinés aux pays sans littoral
- d) Projets (nationaux) de priorité III (P.III)

45. Durant la première phase 150 projets étaient prévus. Leur coût estimatif était le suivant :

Projets P.I	150 millions de \$ des EU
Projets P.II	51 millions de \$ des EU
Projets P.III	72 millions de \$ des EU

A ces sommes il fallait ajouter 27 millions de \$ des EU au titre des projets nationaux. D'après les estimations le coût total de ces projets s'élèverait à 300 millions de \$ des EU dont 50 p. 100 serait alloué au projets de caractère régional et/ou sous-régional.

46. Le Comité avait adopté une résolution dans laquelle il félicitait la CEA et les institutions spécialisées qui avaient participé et collaboré pleinement à l'établissement des rapports sectoriels présentés au Comité de communications. Il avait adopté une autre résolution soulignant la nécessité de développer les télécommunications en milieu rural.

## II. Examen du rapport du Comité des transports

47. Le Président du Comité des transports a rendu compte plus en détail des travaux de son comité.

### a) Rapport sur les transports maritimes

48. Au total 30 projets avaient été retenus pour ce secteur. Il s'agissait dans l'ordre :

- de projets régionaux (3)
- de projets sous-régionaux (9)
- de projets nationaux (18)

Selon les estimations le coût de ces trois catégories de projets s'élèverait à environ 195 millions de dollars des EU.

### b) Rapport sur les ports

49. Dans ce domaine également un certain nombre de projets avaient été retenus :

- i) Projets régionaux
  - formation de main d'oeuvre : deux projets, coût estimatif : 4,4 millions de \$ des EU.
  - Etudes : trois projets; coût estimatif : 1 million de \$ des EU.



- ii) Projets sous-régionaux
  - Etudes : 300 000 \$ des EU
  - Equipement : 4 projets dont le coût estimatif est de 4,5 millions de \$ des EU.
- iii) Projets nationaux.

c) Rapport sur les transports et le fret aérien

50. Dans ce domaine les participants sont parvenus à deux séries de conclusions et le Comité a présenté deux projets de résolutions touchant :

- i) La création d'une conférence africaine sur les tarifs aériens qui serait chargée de négocier, d'adopter et de modifier les tarifs;
- ii) Les libertés de l'air, la résolution demande que tous les Etats africains accordent les cinquième, première et deuxième libertés à toutes les compagnies aériennes des Etats membres de l'OUA et que la CAFAC et l'AFRAA étudient la notion de cabotage.

Au total 44 projets, dont le coût estimatif est de 435,1 millions de \$ des EU, ont été retenus.

d) Rapport sur les chemins de fer

51. Dans ce domaine 18 projets ont été retenus dont le coût estimatif est de 893,25 millions de \$ des EU.

e) Rapport sur les routes, les transports routiers et leur gestion

52. Vingt sept projets ont été retenus dont le coût estimatif est de 1 milliard 240 millions de \$ des EU. Les participants sont convenus que les huit projets présentés par la République Unie du Cameroun seraient examinés par les experts de la CEA en vue de déterminer s'ils satisfaisaient aux critères retenus pour sélectionner les autres projets régionaux, sous régionaux et nationaux devant être inscrits au programme de la Décennie.

f) Rapport sur les transports multimodaux

53. Les projets suivants ont été retenus :

a) Projets régionaux

- Création de compagnies de transports multimodaux : coût estimatif 5 millions de \$ des EU
- Institut des transports multimodaux : coût estimatif 5,2 millions de \$ des EU .



ii) Projets concernant les pays sans littoral

- financement
- études en vue de l'adoption du principe de la conteneurisation et du développement des transports par conteneurs : coût estimatif 10,5 millions de \$ des EU.
- facilitation des procédures relatives aux documents de transport;

g) Rapport sur la navigation intérieure

54. Dans ce domaine les projets suivants ont été retenus :

i). Projets régionaux

- études : trois projets d'un coût estimatif de 1 million de \$ des EU.

ii) Projets sous-régionaux

- programmes de formation pour l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du centre : coût estimatif 4,6 millions de dollars des EU
- études : sept projets d'un coût estimatif de 2 millions de \$ des EU
- équipement : coût estimatif : 2 millions de \$ des EU
- projets relatifs au mécanisme ou institutions de coopération : coût estimatif : 3 millions de \$ des EU.

iii) Projets nationaux prioritaires

- assistance technique : quatre projets d'un coût estimatif de 400 000 dollars des EU.
- projets divers : coût estimatif : 2 millions de \$ des EU.

Rapport sur la première réunion plénière

55. Le rapport sur la première réunion plénière qui était présenté par le Président de la réunion, a été adopté après que certaines modifications concernant la participation eurent été apportées.

Structures en vue de l'exécution des phases ultérieures de la Décennie. (document DEC/TRANSCOM/INF/11)

56. Ce document où figurait une proposition à l'intention de la Conférence des ministres a été présenté par le Secrétariat; son importance résidait dans le fait qu'on indiquait les activités qui n'avaient pas encore été menées à bien ainsi que le rôle que la CEA et d'autres organismes devraient jouer.



57. On n'y ait proposé que les ministres africains des transports et des communications se réunissent tous les deux ans pour examiner les progrès enregistrés en ce qui concernait la mise en oeuvre des projets entrepris dans le cadre de la Décennie et tous les ans à l'échelon sous-régional dans le cadre des MULPOCs. Les réunions des ministres devaient être précédées de réunions d'experts.

58. Dans le document on proposait de maintenir le mécanisme interinstitutions existant mais aussi de créer, au sein de la CEA, un secrétariat spécialement chargé de coordonner les activités entreprises au titre de la Décennie qui serait doté d'un coordinateur, de son adjoint et de deux assistants. Ce secrétariat aurait principalement pour fonction de veiller à l'exécution des projets entrepris au titre de la Décennie.

59. On a en outre indiqué que dans le rapport il était proposé de charger la CEA de la gestion des fonds alloués au titre des projets régionaux et sous-régionaux.

60. Dans sa brève intervention relative aux propositions, le Président a indiqué que la CEA était chargée de rassembler et de répartir les fonds alloués au titre de la décennie.

61. Le représentant de l'UPU a fait observer qu'il n'avait aucune objection à formuler concernant le paragraphe 5 mais qu'il souhaitait que le secrétariat donne certaines précisions au sujet de l'alinéa d) du paragraphe 5 ainsi que sur le rôle d'autres institutions spécialisées étant donné que celles-ci avaient toujours contrôlé l'exécution des projets et procédé à leur évaluation lorsqu'ils relevaient de leur domaine de compétence.

62. Le deuxième Vice-Président, a indiqué qu'à son avis un coordinateur suffisait et qu'il ne voyait pas la nécessité de désigner un adjoint et deux assistants. Il a indiqué que tout accroissement de personnel devait intervenir à l'échelon sous-régional dans le cadre des MULPOCs.

63. Les représentants du Kenya et de la Côte d'Ivoire ont exprimé des réserves au sujet du détachement de consultants auprès des MULPOCs; on a indiqué que ces affectations n'interviendraient que dans le cadre des projets déterminés.



64. Les représentants de l'Algérie, de l'Empire Centrafricain, de la Côte d'Ivoire et de la République Unie du Cameroun se sont interrogés sur le rôle de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA lorsqu'y aurait été créé le secrétariat spécialement chargé de l'exécution des programmes prévus au titre de la décennie. En outre, le représentant de l'Empire centrafricain a fait observer qu'il ne voyait pas la nécessité de créer une nouvelle structure étant donné qu'il y avait les MULPOCs et que la CEA avait récemment procédé à la décentralisation de ses activités. La création d'un nouvel organe ne faisait que compliquer le problème du partage des compétences et des responsabilités; il a donc proposé qu'un lien direct soit établi entre les MULPOCs et la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA.

65. Le représentant du secrétariat a précisé que le rôle de la CEA avait été clairement défini par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies et que la Commission n'empiétait nullement sur le domaine d'activité des institutions spécialisées. On a indiqué que la Division des transports, des communications et du tourisme participerait à d'autres activités en matière de transports, de communications et de tourisme qui ne s'inscrivaient pas dans le cadre de la décennie tandis que les activités des MULPOCs seraient supervisées par le coordinateur désigné au titre de la décennie, il n'était nullement question de procéder à une nouvelle centralisation des activités de la CEA.

66. Le représentant de l'OACI a indiqué que l'Organisation à laquelle il appartenait avait participé dès le début à l'élaboration du document relatif à la stratégie mais qu'il lui semblait maintenant difficile d'être en mesure de préciser à son organisation quel serait son rôle. IL a souligné que le paragraphe 10 du document ne précisait pas les activités qui seraient confiées à d'autres institutions et était d'avis que la proposition devrait être examinée par la réunion interinstitutions de façon que les différents rôles soient clairement définis.

67. Le représentant de l'UIT a indiqué que le rôle des institutions spécialisées avait été clairement défini et accepté et que des modifications semblaient avoir été introduites par la CEA aux paragraphes 5, 10 et 14.

68. Le représentant de la Mauritanie a lancé une mise en garde demandant que les débats ne soient pas limités au problème de la structure, étant donné que les gouvernements pouvaient les accepter ou les refuser.



A son avis, la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA avait non seulement l'avantage d'exister, mais aussi d'avoir fait un excellent travail et c'était pourquoi elle devrait coordonner toutes les activités entreprises à l'occasion de la Décennie. Il a suggéré que la conférence des ministres se réunisse deux fois pendant la Décennie à la fin de la première phase et au cours de la dernière année de la Décennie. De même, au niveau des MULPCCs, les ministres devraient se réunir tous les deux ans.

69. Le Délégué du Gabon exprima son appréhension quant à la poursuite des débats sur la question étant donné qu'il y avait d'après lui une divergence de vue entre la CEA et les agences spécialisées. Le délégué de la République Unie du Cameroun est alors intervenu pour supporter cette remarque tout en y ajoutant que d'après son entendement, l'objectif de la création d'une nouvelle structure était d'accroître l'efficacité dans l'exécution des activités de la Décennie. Il remarqua cependant qu'un tel objectif d'efficacité pouvait être atteint en renforçant l'effectif de la Division du Transport des Communications et du Tourisme qui a su tirer son épingle du jeu jusqu'à date plutôt que par la création d'une nouvelle structure. Le fardeau de la continuation d'une bonne performance repose selon lui sur la CEA comme organisme Directeur et non sur les autres agences. Il indiqua ensuite que le groupe africain avait insisté lors des débats de l'Assemblée Générale pour que la CEA soit désignée comme organisme Directeur malgré le fait qu'elle manquait l'expertise technique tout en étant en mesure de coordonner le rôle des autres agences.

70. Le délégué du Sénégal remarqua que les inquiétudes des agences spécialisées provenaient de la proposition de créer une nouvelle structure dont elles n'étaient pas au courant.

71. Le Secrétariat de la CEA ne voit quand à lui aucun conflit entre le rôle de la CEA et celui des autres agences spécialisées des Nations Unies. Il souligna que son rôle était principalement de coordonner les activités de la Décennie tout en se gardant d'empiéter sur le travail technique des agences spécialisées. Il ajouta ensuite que ces conclusions avaient été causées par le fait que la proposition du Secrétariat n'avait pas été par faitement comprise.

72. Le délégué de la République Islamique de Mauritanie (RIM) a souligné qu'il serait **regrettable** d'adopter la proposition étant donné que la plupart des délégués souhaitaient son retrait pour permettre à la CEA et aux agences spécialisées de résoudre la question quand à leurs attributions spécifiques et à la structure à adopter. D'après le délégué mauritanien, il s'agirait de problèmes internes des Nations Unies qui ne concernent pas les Gouvernements.

73. Le délégué du Kenya proposa :

- a) que l'organisation de la CEA soit renforcée par un nombre additionnel d'experts dans le domaine des Transports et des Communications
- b) que la CEA continue à collaborer très étroitement avec les différentes agences spécialisées pour assurer le succès de la Décennie
- c) que la divergence de vue qui existe entre la CEA et les agences spécialisées soit reexaminée et résolue avant de soumettre la proposition aux Etats



74. Le Représentant de l'UPU suggera que tout le document soit retiré des discussions et présenté à la prochaine réunion inter-agences pour y être étudié et définir clairement les attributions de chaque agence. Il exprima son désenchantement vis à vis du rôle assigné aux agences spécialisées et déclara que l'UPU se réservait le droit de ne plus participer aux programmes de la décennie, si le document sur la structure était adopté dans sa forme actuelle.

75. Le délégué du Sénégal déclara que le rôle de chaque agence doit être clairement défini et qu'il revenait aux délégués de décider le genre de collaboration qu'ils souhaitaient voir adopter. Les agences spécialisées doivent comprendre que la CEA a été désignée comme coordinateur. En ce qui concerne la tenue des réunions des ministres, il suggéra qu'il appartenait aux ministres eux mêmes de décider quant à l'espacement de ces réunions. Resumant toutes les discussions qui ont eu lieu sur le point de son intervention, le délégué du Sénégal fit remarquer que deux thèses semblent émerger:

- a) la thèse des délégués qui pensent que la division des transports des communications et du tourisme de la CEA peut exécuter avec succès le programme de la décennie, et
- b) la thèse de la CEA qui affirme elle même qu'elle a besoin d'une nouvelle capacité, distincte additionnelle pour l'exécution du programme.

Il proposa ensuite que la CEA retire le document en question et essaie de se mettre d'accord avec les autres agences.

76. La délégation de la République Unie du Cameroun fit l'observation suivante : le succès ou l'échec du programme de la décennie repose sur cette proposition et que par conséquent, elle devrait être examinée point par point en vue de son adoption ou du rejet de ses composantes.

77. Le représentant de l'UPU affirma qu'il partageait hautement le point de vue qui considère le programme de la décennie comme très important pour les autres agences et que ces agences ont déjà participé aux travaux préparatoires au cours desquels les principes de base avaient été acceptés par les réunions inter-agences. Il exprima ensuite l'opinion que le problème de structuration interne devrait être résolu par la CEA uniquement et souligna que le renforcement de la division des transports des communications et du tourisme était de loin la meilleure solution.

78. Le représentant du PNUD prit la parole pour clarifier la position des rôles inter-agences dans l'exécution des projets en déclarant qu'il était normal de voir les agences se disputer sur leurs rôles respectifs et suggéra aux délégués que le document en question soit discuté à cause de son importance. Et au représentant du PNUD d'ajouter que son organisation ne prenait aucun engagement de fournir des fonds tant que la proposition n'aura pas été examinée dans le cadre du financement. Avant de terminer il suggéra qu'on laisse aux ministres eux mêmes de décider de la fréquence de leurs réunions.



79. Le délégué de l'Empire centrafricain souligna que d'après son entendement la structure proposée cherchait à réduire le champ des activités (prérogatives) de la division des transports, des communications et du tourisme. Il demanda des éclaircissements sur ce que le secrétariat entendait par "capacité additionnelle séparée". Il supporta la proposition pour le renforcement de la division des transports, des communications et du tourisme et des MULPOCs au niveau des sous-régions. Avant de conclure son intervention il demanda que l'idée d'une capacité additionnelle séparée soit rejetée.

80. En réponse aux nombreuses questions et interventions des délégués et des agences, le représentant du secrétariat apporta les précisions suivantes :

- Etant donné que les activités prévues dans le cadre du programme de la décennie dépasseront largement celles de la division des transports des communications et du tourisme, la proposition de créer une nouvelle structure pour la décennie était bien justifiée; la division continuera d'exécuter son propre programme de travail;
- Comme la nouvelle structure proposée sera distincte de la division, il était d'avis qu'il n'y aurait aucun conflit entre les deux.

En ce qui concerne les attributions des rôles, la CEA n'a aucune intention de se substituer aux agences spécialisées qui possèdent des spécialistes, toutefois la CEA se restructurera pour mieux assumer son rôle de coordinateur, et que par conséquent, la structure proposée est très appropriée.

81. A la fin des interventions et propositions faites par les différents délégués le président de la séance décida que le document serait examiné point par point.

82. Les discussions étant ouvertes à propos du document, le point A de l'introduction a été adopté sans changement. Le point B ayant trait au rôle de la CEA comme organisme directeur a été adopté sans amendement.

83. En ce qui concerne le point C relatif au mécanisme pour l'exécution de la décennie, le point (a) portant sur la structure intergouvernementale a été adopté sans changement.

84. Concernant le point (b) sur les structures organisationnelles inter-agences et intra-africaines pour la coordination, l'exécution, le représentant de l'OACI suggéra que le paragraphe 10 soit remplacé par le paragraphe 13 du document sur la stratégie globale mais cette proposition n'a pas été retenue. Le délégué de l'Empire centrafricain proposa avec l'appui de la Mauritanie que les mots "capacité additionnelle séparée" soit rayés du paragraphe 10 et que la division des transports des communications et du tourisme soit plutôt renforcée étant donné que la division avait jusqu'ici accompli son travail d'une manière efficace. Le représentant du PNUD souligna toutefois que les délégués dépassaient leurs prérogatives en décidant de ne pas accepter la structure proposée par la CEA.



85. Après des discussions approfondies, la proposition de l'OACI a donc été rejetée.
86. Lors des discussions portant sur le point (c) relatif à la structure interne au sein du Secrétariat de la CEA, les amendements suivants ont été apportés : le paragraphe 11 a été amendé pour se lire comme suit : "à la CEA, la Division des Transports, des Communications et du Tourisme a été jusqu'à présent responsable de la Décennie et devra certainement continuer à jouer un rôle important à l'avenir. Ce faisant, il est souhaitable de renforcer la Division pour permettre à la CEA de jouer son rôle d'organisme Directeur d'une manière efficace. Le paragraphe 12 a perdu sa raison d'être et a donc été supprimé. Le paragraphe 13 a été amendé pour se lire comme suit : "il est également prévu dans les sous-régions de renforcer les MULPOCs par un nombre suffisant de fonctionnaires et de consultants à déterminer selon les besoins".
87. Le représentant du PNUD est ensuite intervenu pour indiquer qu'il serait impossible à la CEA de renforcer la Division si la proposition d'une nouvelle structure n'était pas adoptée.
88. Concernant la discussion du point D sur la pmobilisation et la gestion des ressources, paragraphes 14 et 15, le délégué de la République unie du Cameroun se posa la question de savoir comment la CEA allait gérer les fonds.
89. En réponse à cette question, le représentant du Secrétariat souligna que le mécanisme de gestion des fonds était clairement expliqué au paragraphe 15 et que la CEA était bien équipée pour gérer les fonds étant donné que tout l'exercice sera placé sous le contrôle du vérificateur général des Nations Unies.
90. Après discussion, le point D a été amendé comme suit : le titre devient : "Mobilisations des resssources". Les paragraphes 14 et 15 ont été remplacés par le paragraphe suivant : " la CEA est chargée d'aider le Secrétaire général des Nations Unies dans l'oeuvre de mobilisation des ressources financières de la Décennie".
91. Le délégué du Rwanda fit remarquer que bien qu'il y ait trois catégories de projets, la CEA a proposé de gérer uniquement les fonds concernant les deux catégories de projets et se demanda qui allait gérer les fonds relatifs à la troisième catégorie. Il appuya également la proposition de la délégation de la République Unie du Cameroun.
92. Le Président passa ensuite à la discussion du point suivant de l'ordre du jour concernant l'examen des projets de résolutions :
- i) "le projet de résolution sur la structure en vue de l'exécution des phases ultérieures de la Décennie des Nations Unies pour les Transports et Communications en Afrique (UNTACDA/Res. 1 (projet) a été débattu et amendé comme suit : le titre devient :: "le projet de résolutiioon pour la mobilisation des ressources en vue de l'exécution des phases ultérieures de la Décennie des Nations Unies pour les Transports et les communications en Afrique". Le point 1 a été supprimé ce faisant, 2 devient 1.



- ii) Le projet de résolution sur la stratégie globale pour l'exécution du programme de la décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA/Res 2 (projet) ) a été adopté sans changement excepté l'ajout de la référence au document "E/CN.14/710 Add 1 du 30 novembre 1978.
- iii) "Le projet de résolution sur le programme d'actions à réaliser pendant la première phase de la décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : (UNTACDA/Res. 3 (projet) )" a été discuté et adopté avec les amendements suivants :  
"adressent leurs félicitations au Secrétaire exécutif ..."  
à la CEA, maître d'oeuvre de la décennie a été rayé. le reste du texte demeure sans changement. Addition d'un nouveau paragraphe 6 bis. "prient également les autres agences spécialisées notamment celles du système des Nations Unies de ne ménager aucun effort pour le succès de la réalisation du programme".

94. Le point 6 de l'ordre du jour a été discuté dans le cadre du "projet de résolution sur la conférence des plénipotentiaires des donateurs et des bailleurs des fonds (UNTACDA/4 (projet).) Le projet de résolution a été présenté par le secrétariat qui a fait savoir aux délégués qu'une communication avait été reçue de New York du Secrétaire général suggérant que la conférence des plénipotentiaires se tienne à New York du 19 au 23 novembre 1979. La résolution a été formulée comme suit :

La conférence des experts des transports, des communications et de la planification tenue à Addis Abéba du 2 au 7 mai 1979 recommande aux ministres d'approuver la date de la conférence des plénipotentiaires des donateurs et bailleurs de fonds suggérée du 19 au 23 novembre 1979 par le secrétaire général des Nations Unies à New York.

95. Le programme de travail de la Conférence des ministres proposé par la CEA a été discuté et adopté par les délégués.

96. Concernant l'adoption du rapport final de la réunion des experts le président de la réunion s'est déclaré convaincu que les rapporteurs des deux comités refléteront aussi fidèlement que possible tous les aspects pertinents qui ont été soulevés au cours des discussions dans le rapport qui sera soumis à la conférence des ministres.

97. Cloture des délibérations à 10.30 p.m. le 8 mai 1979.